

PATENT ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1

Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNMENT
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
UNIVERSITE LAVAL	04/10/2002
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	DiCOS TECHNOLOGIES INC.
Street Address:	2750, rue Einstein
Internal Address:	Suite 130
City:	Sainte-Foy (Quebec)
State/Country:	CANADA
Postal Code:	G1P 4R1
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Patent Number:	5780843
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(418)640-1500
<i>Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.</i>	
Phone:	4186405942
Email:	llangevin@ogilvyrenault.com
Correspondent Name:	OGILVY RENAULT, LLP
Address Line 1:	500 Grande Allee Est
Address Line 2:	2nd Floor
Address Line 4:	Quebec, Quebec, CANADA G1R 2J7
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	15284-2US
NAME OF SUBMITTER:	Isabelle CHABOT
Total Attachments: 25 source=15284-2US#page1.tif source=15284-2US#page2.tif	

CH 5780843 \$40.00

500152573

PATENT
REEL: 018260 FRAME: 0759

source=15284-2US#page3.tif
source=15284-2US#page4.tif
source=15284-2US#page5.tif
source=15284-2US#page6.tif
source=15284-2US#page7.tif
source=15284-2US#page8.tif
source=15284-2US#page9.tif
source=15284-2US#page10.tif
source=15284-2US#page11.tif
source=15284-2US#page12.tif
source=15284-2US#page13.tif
source=15284-2US#page14.tif
source=15284-2US#page15.tif
source=15284-2US#page16.tif
source=15284-2US#page17.tif
source=15284-2US#page18.tif
source=15284-2US#page19.tif
source=15284-2US#page20.tif
source=15284-2US#page21.tif
source=15284-2US#page22.tif
source=15284-2US#page23.tif
source=15284-2US#page24.tif
source=15284-2US#page25.tif

CONVENTION DE CESSION DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**ENTRE:**

UNIVERSITÉ LAVAL, corporation dûment constituée en vertu de la Charte de l'Université Laval, L.Q. 1970, c. 78, telle que modifiée par la Loi modifiant la Charte de l'Université Laval, L.Q. 1991, c. 180, ayant son siège à Sainte-Foy (Québec) ici agissant et représentée par madame Louise Fillion, vice-rectrice à la recherche, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

(ci-après désignée « l'UNIVERSITÉ »)

ET :

DICOS TECHNOLOGIES INC., personne morale légalement constituée en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les Compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 1000, Route de l'Église, bureau 650, Sainte-Foy (Québec), Canada, G1V 3V9, ici agissant et représentée par monsieur Michel Têtu, son président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

(ci-après désignée « DICOS »)

ET :

SOVAR, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE, société en commandite légalement constituée en vertu des lois de la Province de Québec, ayant son siège au 2750, rue Einstein, bureau 130, Sainte-Foy (Québec) G1P 4R1, ici agissant et représentée par son commandité **GESTION SOVAR INC.**, elle-même représentée par monsieur Pierre Pedneau, son président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

(ci-après désignée « SOVAR »)

INTERVIENNENT ÉGALEMENT À LA PRÉSENTE
CONVENTION :

Monsieur Jean-François Cliche, domicilié et résidant au
490, 79^e Rue Est, Charlesbourg, province de Québec,
G1H 1B5; et

344 Madame Christine Latrasse, domiciliée et résidant au
334 rue Dolbeau, Québec, province de Québec, G1S 2R3;
et

CL

Monsieur Michel Têtu, domicilié et résidant au 4669, rue
Henri-Laliberté, Cap-Rouge, province de Québec,
G1Y 3N2.

(Messieurs Cliche et Têtu et madame Latrasse étant ci-
après collectivement désignés les « INVENTEURS »);

ATTENDU QUE les INVENTEURS ont conçu et développé l'Invention;

ATTENDU QUE l'UNIVERSITÉ, DiCOS et SOVAR ont signé une Convention de
licence par laquelle l'UNIVERSITÉ a accordé à DiCOS une licence exclusive quant à la
Technologie, les parties ayant évalués la valeur de la Technologie à ce moment-là à 860
000,00\$;

ATTENDU QU'au moment de la signature de la Convention de licence et en
contrepartie de celle-ci, SOVAR a reçu des actions du capital-actions de DiCOS pour une
valeur de [REDACTED] ainsi qu'une reconnaissance de dettes au montant de [REDACTED]

ATTENDU QUE DiCOS a demandé à l'UNIVERSITÉ de lui céder tous ses droits, titres
et intérêts dans la propriété intellectuelle se rattachant à la Technologie et que la
Convention de licence soit conséquemment résiliée;

ATTENDU QUE, nonobstant la résiliation prématurée de la Convention de licence, les
parties conviennent que la considération payée par DiCOS aux termes de la Convention
de licence ne lui sera pas restituée mais servira plutôt comme paiement partiel de la
contrepartie aux fins de la présente Convention;

**EN CONSÉQUENCE, EN CONSIDÉRATION DE LEURS ENGAGEMENTS
RÉCIPROQUES ET DE CE QUI EST RELATÉ CI-DESSUS, LES PARTIES
CONVIENNENT MUTUELLEMENT DE CE QUI SUIT:**

1. DÉFINITIONS

Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils apparaissent tel que ci-après orthographiés, s'interprètent, à moins d'une dérogation implicite ou explicite dans le texte, en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après :

- 1.1. « *Brevet ou Brevets* » signifie le brevet américain émis le 14 juillet 1998 sous le numéro 5780843 et le brevet canadien émis le 17 avril 2001 sous le numéro CA2210123 relatifs à l'Invention.
- 1.2. « *Convention* » signifie le présent document, incluant ses annexes.
- 1.3. « *Convention de licence* » signifie la convention de licence intervenue entre l'UNIVERSITÉ, SOVAR et DiCOS qui a pris effet le 1^{er} février 2001 et par laquelle, entre autres, l'UNIVERSITÉ a accordé à DiCOS une licence exclusive quant à la Technologie.
- 1.4. « *Date d'effet* » a le sens donné à cette expression à l'article 2.
- 1.5. « *Invention ou Découverte* » signifie l'invention ou la découverte décrite dans les Brevets, développée par les INVENTEURS et toute amélioration à celle-ci.
- 1.6. « *Produits* » signifie les produits ou les services découlant de la Technologie.
- 1.7. « *Personne* » signifie une entreprise individuelle, une société de personnes ou une personne morale de droit privé ou public.
- 1.8. « *Taux préférentiel* » signifie, pour chaque jour, le taux d'intérêt annuel que la Banque Nationale du Canada, eu égard à la situation du marché, établit pour ce jour et fait connaître publiquement et en fonction duquel elle détermine les taux d'intérêt sur les prêts qu'elle consent au Canada en devises canadiennes, majorés de un pour cent (1%).
- 1.9. « *Technologie* » signifie la technologie se rapportant à l'Invention, incluant les Brevets, les droits d'auteur, l'information technique, les procédés, le savoir-faire, les documents, les modèles, les dessins et les dessins industriels, les patrons, les spécifications, les devis, les maquettes, les prototypes, les montages expérimentaux utilisés soit ceux énumérés à l'annexe 1.9 et les secrets industriels, qui ne sont pas du domaine public ou n'appartiennent pas à des tiers.

2. OBJET

2.1 RÉSILIATION DE LA CONVENTION DE LICENCE

Les parties conviennent de résilier avec effet en date du 10 avril 2002 (la « Date d'effet ») la Convention de licence.

2.2 CESSION

En contrepartie de la considération prévue à et sous réserve des dispositions de cette Convention, l'UNIVERSITÉ vend, cède et transfère en faveur de DiCOS avec effet à la Date d'effet tous les droits, titres et intérêts qu'elle détient dans la Technologie.

2.3 DROIT D'UTILISATION POUR ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

DiCOS reconnaissant le rôle de l'UNIVERSITÉ, concède à l'UNIVERSITÉ, avec prise d'effet à la Date d'effet, un droit d'utilisation de la Technologie à des fins de recherche scientifique et d'enseignement seulement, ce droit d'utilisation étant non-exclusif, non-transférable, libre de redevances, perpétuel, et irrévocable. Conséquemment, l'UNIVERSITÉ pourra, dans la limite des conditions prévues aux présentes pour ce qui a trait à la protection de la valeur commerciale de la Technologie, utiliser la Technologie pour les besoins d'enseignement et de recherche universitaire dans le cadre normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorat.

L'UNIVERSITÉ reconnaît par contre que la publication et la divulgation d'information, y compris les présentations orales, relative à la Technologie, même pour des besoins d'enseignement et de recherche dans le cadre normal de ses activités universitaires d'éducation de formation, d'instruction et de diffusion de connaissances, peuvent avoir des incidences sur la Technologie cédée à DiCOS en vertu des présentes.

En conséquence, l'UNIVERSITÉ s'engage à utiliser ses meilleurs efforts pour empêcher toute divulgation d'information inopportune, tels meilleurs efforts étant limités à informer la direction de la faculté et des unités concernées du contenu de la présente Convention à l'exception des informations financières. L'UNIVERSITÉ coordonnera avec DiCOS afin de prendre les mesures appropriées pour protéger la Technologie lorsqu'elle est informée à l'avance de divulgations pouvant causer difficulté. Par contre, dans tous les cas, DiCOS reconnaît qu'elle ne pourra retarder le processus d'évaluation d'une thèse ou d'un mémoire et tout délai de publication qu'elle pourra requérir ne saurait avoir pour effet de retarder ou d'empêcher l'octroi d'un diplôme à un étudiant gradué.

2.4 NON CONCURRENCE

L'UNIVERSITÉ s'engage, pour la durée d'enregistrement du Brevet, à ne pas utiliser la Technologie pour développer ou faire développer des Produits ou des procédés concurrents à ceux de DiCOS.

3. REPRÉSENTATIONS DE L'UNIVERSITÉ

L'UNIVERSITÉ effectue les représentations suivantes pour le bénéfice de DiCOS :

- 3.1 L'UNIVERSITÉ est l'unique titulaire des Brevets émis à ce jour;
- 3.2 L'UNIVERSITÉ a acquitté auprès des autorités compétentes toutes taxes périodiques réglementaires afin de maintenir les droits conférés par les Brevets en état;
- 3.3 L'UNIVERSITÉ a le droit et la capacité de céder ses droits, titres et intérêts dans la Technologie tel qu'elle le fait aux termes de l'article 2.2 et il n'existe aucun empêchement à la libre disposition de ceux-ci;
- 3.4 les Brevets ne font l'objet d'aucune option de cession en faveur de quiconque;
- 3.5 L'UNIVERSITÉ s'est conformé à tous les avis des autorités réglementaires reçus par elle relativement aux Brevets;
- 3.6 L'UNIVERSITÉ n'a procédé à aucun engagement avec un tiers relativement à la Technologie;
- 3.7 L'UNIVERSITÉ n'est pas, en ce moment, partie à un litige relativement aux Brevets et elle n'a pas de motifs raisonnables de croire qu'un tel litige pourrait prochainement être intenté;
- 3.8 L'UNIVERSITÉ n'a pas eu connaissance à ce jour d'actes de contrefaçon des Brevets par une tierce partie; et
- 3.9 aucun jugement annulant totalement ou partiellement les Brevets n'est présentement exécutoire.

4. GARANTIE

Sous réserve des représentations formulées par l'UNIVERSITÉ en vertu de l'article 3 ci-avant, DiCOS reconnaît que les droits, titres et intérêts qui lui sont cédés aux termes de cette Convention ainsi que la Technologie ne font l'objet d'aucune garantie légale, conventionnelle ou autre de la part de l'UNIVERSITÉ ou de SOVAR, DiCOS les prenant et les acceptant à ses seuls risques et périls. Sans aucunement limiter la généralité de ce qui précède, DiCOS et les INVENTEURS conviennent qu'il n'existe aucune garantie, déclaration ou condition, expresse ou implicite, relativement à la Technologie faite par l'UNIVERSITÉ ou par SOVAR, y compris, notamment les garanties implicites de qualité marchande, de valeur commerciale et d'adaptation à une fin donnée quant à la Technologie ou quant à tout Produit ou service fabriqué ou vendu à la suite de l'utilisation de la Technologie par DiCOS ou par quiconque.

5. OBLIGATIONS DE DiCOS

5.1 RÉCLAMATION ET RESPONSABILITÉ

Il est expressément convenu que l'UNIVERSITÉ et SOVAR ne seront aucunement responsables des dommages subis par quiconque à la suite de l'utilisation de la Technologie cédée par cette Convention à DiCOS. DiCOS s'engage à indemniser et à tenir l'UNIVERSITÉ et SOVAR indemnes et à l'écart de toute réclamation ou poursuite judiciaire quelconque dirigée contre l'UNIVERSITÉ et/ou SOVAR ainsi que des jugements y étant relatifs et portant sur toute perte, dommages, coûts et frais (y compris les honoraires raisonnables encourus par l'UNIVERSITÉ et par SOVAR pour leurs conseillers et avocats respectifs) que ceux-ci pourraient supporter et qui résulteraient de ou se manifesteraient à la suite ou en rapport avec l'exploitation ou l'utilisation de la Technologie par DiCOS ou par quiconque ou ayant trait aux Produits fabriqués ou vendus suite à l'exploitation ou l'utilisation de la Technologie par DiCOS ou par quiconque.

5.2 ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

DiCOS s'engage à obtenir et à maintenir en vigueur, à compter du moment où débutera la commercialisation des Produits, une assurance-responsabilité à l'égard des Produits suffisante afin de couvrir son présent engagement d'indemnisation. DiCOS en justifiera l'existence auprès de l'UNIVERSITÉ et/ou de SOVAR à la demande de cette dernière. DiCOS s'engage à faire en sorte que l'UNIVERSITÉ et SOVAR soient inscrits comme assurés additionnels aux termes de telle police d'assurance-responsabilité.

De plus, DiCOS s'engage à obtenir de tout licencié ou cessionnaire de la Technologie qu'il souscrive en sa faveur un engagement d'indemnisation selon les mêmes termes que

l'article 5.1 et maintienne à cet effet une assurance-responsabilité suffisante afin de couvrir son engagement d'indemnisation à son égard.

5.3 CONTREPARTIE

[REDACTED]

i) [REDACTED]

ii) [REDACTED]

iii) [REDACTED]

iv)

6. RENONCIATION

Les INVENTEURS renoncent, par les présentes, à tous bénéfices auxquels ils pourraient avoir droit, en conséquence de leur implication dans le développement de la Technologie et notamment aux termes de tout Règlement ou politique de l'UNIVERSITÉ relatifs à la propriété intellectuelle pouvant conférer un tel bénéfice ainsi qu'à toute part du capital-actions que DiCOS émettra en faveur de SOVAR et ils renoncent à exiger de l'UNIVERSITÉ ou de SOVAR toute compensation financière, de quelque nature que ce soit, relative à l'arrangement conclu en vertu des présentes entre l'UNIVERSITÉ et SOVAR d'une part et DiCOS d'autre part, et aux bénéfices qui pourraient en découler pour l'UNIVERSITÉ et pour SOVAR.

7. AVIS

- 7.1. La transmission de tout avis ou document requis aux termes de cette Convention est valablement effectuée par la livraison dudit avis ou document à son destinataire, soit personnellement, soit par courrier sous pli recommandé et affranchi, soit dans le cas d'un avis, par télex, télécopieur, câble ou télégramme à l'adresse ci-dessous mentionnée :

Pour « l'UNIVERSITÉ » :

UNIVERSITÉ LAVAL
Cité universitaire
Cabinet de la Vice-rectrice à la recherche
Pavillon des Sciences et de l'Éducation
14^{ème} étage
Sainte-Foy (Québec)
G1K 7P4

À l'attention de la Vice-rectrice à la recherche

Télécopieur : (418) 656-2599

Pour « SOVAR » :

GESTION SOVAR INC.
2750, rue Einstein, bureau 130
Sainte-Foy (Québec)
G1P 4R1

À l'attention du : Président et directeur général

Télécopieur : (418) 656-1981

Pour « DiCOS » :

DiCOS TECHNOLOGIES INC.
1000, Route de l'Église
Bureau 650
Sainte-Foy (Québec)
G1V 3V9
À l'attention du président

Télécopieur : (418) 266-9990

- 7.2. Tout avis donné en conformité avec l'article 7.1 est réputé avoir été reçu lors de sa livraison, lorsque livré personnellement, ou, le troisième (3e) jour ouvrable suivant sa mise à la poste, lorsque livré par courrier ou, le jour ouvrable suivant son expédition lorsque transmis par télex, télécopieur ou télégramme.
- 7.3. Il est loisible à chaque partie de modifier son adresse par avis donné conformément aux termes des présentes.

8. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- 8.1. Le préambule et l'Annexe 1.9 font partie intégrante de cette Convention.
- 8.2. Aucune des parties aux présentes ne doit être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations pour autant que telle exécution est retardée, retenu ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, grève, arrêt partiel ou complet de travail, lock-out, incendie, émeute, intervention par les autorités

civiles ou militaires, acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et fait de guerre (déclarée ou non).

- 8.3. Cette Convention sera régie et interprétée selon les lois en vigueur dans la Province de Québec.
- 8.4. Cette Convention ne constitue pas et ne doit pas être interprétée comme constituant une société, un mandat ou une coentreprise entre les Parties.
- 8.5. Advenant que l'une ou l'autre des dispositions de cette Convention soit jugée invalide ou ne soit pas susceptible d'exécution, cette invalidité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres dispositions de cette Convention et la disposition jugée invalide ou non susceptible d'exécution sera alors réputée non écrite et non existante.
- 8.6. Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement à cette convention, de choisir le district judiciaire de Québec (Québec) comme le lieu approprié pour l'audition desdites réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.
- 8.7. Cette Convention ne pourra être modifiée sans le consentement écrit de l'UNIVERSITÉ, de SOVAR et de DiCOS. Toute telle modification ne prendra effet que lorsqu'elle aura été constatée dans un écrit dûment signé par l'UNIVERSITÉ, par SOVAR et par DiCOS et annexé à cette Convention pour y faire partie intégrante.
- 8.8. Les droits, titres et intérêts cédés en faveur de DiCOS par l'UNIVERSITÉ aux termes du paragraphe 2.2 ne pourront être cédés par DiCOS en tout ou en partie, tant et aussi longtemps que les montants mentionnés aux paragraphes iii) et iv) de l'article 5.3 n'auront pas été entièrement payés à SOVAR ou à l'UNIVERSITÉ selon le cas, sauf du consentement écrit et préalable de l'UNIVERSITÉ et de SOVAR.
- 8.9. Les parties s'engagent à poser tout acte et à signer tout document raisonnablement nécessaire de manière à donner plein effet aux dispositions de cette Convention.

9. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente Convention, incluant la résiliation de la Convention de licence prévue à l'article 2.1, ainsi que la cession prévue à l'article 2.2, n'entrera en vigueur qu'à la date où les deux (2) conditions suivantes auront été rencontrées, à savoir :

- a) la signature de cette Convention par toutes les parties et les INVENTEURS; et
- b) la signature d'une nouvelle convention entre actionnaires de DiCOS ou la modification de la convention entre actionnaires présentement en vigueur à la satisfaction de SOVAR et des INVENTEURS.

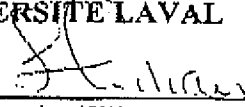
10. INTERVENTION

Les INVENTEURS déclarent et reconnaissent :

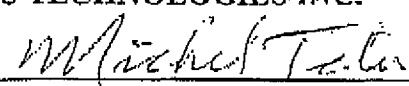
- a) qu'ils sont les seuls inventeurs de la Technologie;
- b) qu'ils ont cédé en faveur de l'UNIVERSITÉ, de façon à ce que celle-ci détienne, préalablement à la signature de cette Convention, la totalité des droits, titres et intérêts relativement à la Technologie, incluant, de façon non-limitative, les Inventions, le savoir-faire qui s'y rattache, les Brevets et les autres droits de propriété intellectuelle qui peuvent en découler ;
- c) qu'ils ont pris connaissance des termes et conditions de cette Convention; et
- d) qu'ils acceptent les termes et conditions de cette Convention et qu'ils s'y conformeront.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À QUÉBEC CE 10 AVRIL 2002

UNIVERSITÉ LAVAL

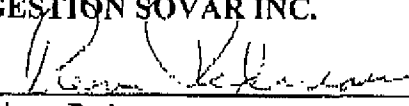
Par : 
Louise Filion

DiCOS TECHNOLOGIES INC.

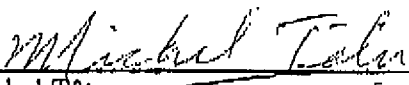
Par : 
Michel Têtu

SOVAR, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Par : GESTION SOVAR INC.

Par : 
Pierre Pedneau

LES INVENTEURS


Michel Têtu


Jean-François Cliche


Christine Latrasse

ANNEXE 1.9

Les montages se limitent aux équipements suivants, étant entendu qu'ils ne sont plus utilisés au COPL et qui ont été identifiés d'un commun accord avec les professeurs du Département de génie électrique et de génie informatique membres du COPL :

- Deux étalons de fréquences;
- Un banc multifréquences;
- Un système à vide;

P:\Users\johnd\Documents\Documents\Documents\13130 Université de Québec - GÉNIE ÉLECTRIQUE - GÉNIE INFORMATIQUE\13130 Université de Québec - GÉNIE ÉLECTRIQUE - GÉNIE INFORMATIQUE.doc

AGREEMENT OF ASSIGNMENT OF INTELLECTUAL PROPERTY

BETWEEN:

UNIVERSITÉ LAVAL, a duly constituted corporation, by virtue of the Charter of Université Laval, L.Q. 1970, c. 78, as modified by the Loi modifiant la Charte de l'Université Laval, L.Q. 1991, c.180, with its place of business in Sainte-Foy (Quebec) acting and represented here by Ms Louise Fillion, vice-provost of research, duly authorized for the purposes of the present as declared;

(hereafter referred to as the "UNIVERSITY")

AND:

DICOS TECHNOLOGIES INC., a body corporate legally constituted by virtue of Part IA of the *Companies Act* with its main place of business located at 1000, route de l'Église, suite 650, Sainte-Foy (Quebec), Canada, G1V 3V9, acting and represented here by Mr. Michel Têtu, company president, duly authorized for the purposes of the present as declared;

(hereafter referred to as "DICOS")

AND:

SOVAR, LIMITED PARTNERSHIP, a legally constituted limited partnership by virtue of the laws of the Province of Quebec, with its place of business at 2750, rue Einstein, suite 130, Sainte-Foy (Quebec), G1P 4R1, acting and represented here by its general partner **GESTION SOVAR INC.**, itself represented by its president, Mr. Pierre Pedneau, duly authorized for the purposes of the present as declared;

(hereafter referred to as "SOVAR")

ALSO INVOLVED IN THE PRESENT AGREEMENT:

Mr. Jean-François Cliche, domiciled and residing at 490, 79e rue Est, Charlesbourg (Quebec), G1H 1B5; and

Ms Christine Latrasse, domiciled and residing at 344, rue Dolbeau, Quebec (Quebec), G1S 2R3; and

Mr Michel Têtu, domiciled and residing at 4669, rue Henri-Laliberté, Cap-Rouge (Quebec), G1Y 3N2.

(Messrs Cliche and Têtu and Ms Latrasse being collectively referred to hereafter as the "INVENTORS");

WHEREAS the INVENTORS have designed and developed the Invention;

WHEREAS the UNIVERSITY, DiCOS and SOVAR have signed a Licence Agreement by which the UNIVERSITY has accorded DiCOS an exclusive licence pertaining to the Technology, with all parties having evaluated the Technology at that time to be worth \$~~HIDDEN~~ ~~CONFIDENTIAL INFORMATION~~;

WHEREAS at the moment of signing the Licence Agreement and in consideration thereof, SOVAR received shares in DiCOS's capital totalling \$~~HIDDEN:CONFIDENTIAL INFORMATION~~ as well as an acknowledgement of debt for \$~~HIDDEN:CONFIDENTIAL INFORMATION~~.

WHEREAS DiCOS asked the UNIVERSITY to assign it all of its rights, titles and stakes in the intellectual property relating to the Technology and that the Licence Agreement be subsequently cancelled;

WHEREAS, notwithstanding the premature cancellation of the Licence Agreement, the parties agree that the remuneration paid by DiCOS according to the terms of the Licence Agreement will not be reimbursed but instead will serve as payment in part towards the consideration for the purposes of the present Agreement;

CONSEQUENTLY, IN CONSIDERATION OF THEIR MUTUAL COMMITMENTS AND WHAT IS STATED ABOVE, THE PARTIES MUTUALLY AGREE ON THE FOLLOWING:

1. DEFINITIONS

The words and expressions that follow, when they appear as spelled hereafter, can be interpreted, unless explicitly or implicitly otherwise specified in the text, according to the definitions attributed to them hereafter:

- 1.1 "Patent or Patents" signifies the United States patent issued on July 14, 1998 as No 5780843 and the Canadian Patent issued on April 17, 2001 as No CA2210123 relating to the Invention.
- 1.2 "Agreement" signifies the present document, including its annexes.
- 1.3 "Licence Agreement" signifies the Licence Agreement between the UNIVERSITY, SOVAR and DiCOS which took effect on February 1, 2001 and by which, among other things, the UNIVERSITY accorded DiCOS exclusive licence for the Technology.
- 1.4 "Effective date" has the meaning given to this expression in Article 2.
- 1.5 "Invention" or "Discovery" signifies the invention or discovery described in the Patents, developed by the INVENTORS and all improvements made to it.
- 1.6 "Products" signifies the products or services resulting from the Technology.
- 1.7 "Person" signifies a sole proprietorship, partnership, private or public corporation.
- 1.8 "Prime rate" signifies, for each day, the annual rate of interest that the National Bank of Canada, with regard to the market, establishes for that day and makes known publicly and on the basis of which it determines rates of interest on loans extended within Canada in Canadian currency, marked up by one per cent (1%).
- 1.9 "Technology" signifies the technology relating to the Invention, including all Patents, royalties, technical information, procedures, know-how, documents, models, drawings and industrial drawings, patterns, specifications, estimates, scale models, prototypes and experiment setups used and set out in Annex 1.9 as well as trade secrets that are not in the public domain or do not belong to a third party.

2. SUBJECT

2.1 CANCELLATION OF LICENCE AGREEMENT

The parties agree to cancel the Licence Agreement as of April 10, 2002 (the "Effective date").

2.2 ASSIGNMENT

In consideration of the anticipated consideration and subject to the provisions of this Agreement, the UNIVERSITY sells, assigns and transfers to DiCOS, effective the Effective date, all rights, titles and stakes it holds in the Technology.

2.3 RIGHT OF USE FOR TEACHING AND RESEARCH

DiCOS, acknowledging the UNIVERSITY's role, concedes to the UNIVERSITY, taking effect on the Effective date, a right of use for the Technology for the sole purposes of scientific research and teaching, this right of use being non-exclusive, non-transferable, free of royalties, perpetual and irrevocable. Subsequently, the UNIVERSITY may, within the limits of the conditions set out in the present, as far as protecting the Technology's commercial value is concerned, use the Technology for the purposes of teaching and university research as part of the normal spill-over of knowledge, including the publication of masters' dissertations or doctoral theses.

The UNIVERSITY acknowledges, on the other hand, that the publishing or divulging of information, including oral presentations, relating to the Technology, even for the purposes of teaching and research as part of normal educational and teaching activities, as well as the spill-over of knowledge, at the university, may have an effect on the Technology assigned to DiCOS by virtue of the present.

Consequently, the UNIVERSITY undertakes to do its best to prevent all inopportune divulging of information, its best efforts being limited to informing management staff from the faculty and other concerned units of the contents of the present Agreement with the exception of the financial information. The UNIVERSITY will co-ordinate its activities with DiCOS to take appropriate steps to protect the Technology when informed in advance of potentially problematic disclosures. On the other hand, in any event, DiCOS acknowledges that it will not be allowed to delay the evaluation process for a thesis or dissertation and that any delay of publication that could be required will only result in delaying or preventing a graduate student from receiving his/her diploma.

2.4 RESTRICTIVE COVENANT

The UNIVERSITY undertakes, for the duration of the Patent registration, to not use the Technology in order to develop or have developed Products or procedures that compete with those of DiCOS.

3. UNIVERSITY AFFIRMATIONS

The UNIVERSITY restates the following for the benefit of DiCOS:

- 3.1 The UNIVERSITY is the unique holder of Patents issued until now;
- 3.2 The UNIVERSITY has paid the relevant authorities all required maintenance fees in order to maintain the rights conferred by the Patents;
- 3.3 The UNIVERSITY has the right and the ability to assign its rights, titles and stakes in the Technology as set out under the terms of Article 2.2, with nothing else limiting this right.
- 3.4 The Patents are not subject to any transfer option to any person whatsoever;
- 3.5 The UNIVERSITY has conformed to all notices issued by rule-making authorities received by the UNIVERSITY and relating to the Patents;
- 3.6 The UNIVERSITY has not made any engagements with a third party relating to the Technology;
- 3.7 The UNIVERSITY is not, at the moment, involved in any litigation concerning the Patents and has no reason to believe that litigation could be initiated in the near future;
- 3.8 The UNIVERSITY has no knowledge to date of the counterfeiting of the Patents by a third party; and
- 3.9 No judgement is currently enforceable concerning the total or partial cancelling of the Patents.

4. GUARANTEE

Subject to the representations formulated by the UNIVERSITY by virtue of Article 3 above, DiCOS acknowledges that the rights, titles and stakes assigned to it by the terms of this Agreement, as well as the Technology, are not subject to any legal, formal or other guarantees from the UNIVERSITY or SOVAR, DiCOS taking and accepting them at its own risk. In no way limiting the the general nature of the above, DiCOS and the INVENTORS agree that there exists no explicit or implicit guarantee, declaration or condition relating to the Technology made by the UNIVERSITY or by SOVAR, including, notably, the implicit merchantable-quality, market-value guarantees, or a guarantee concerning an adaptation to a given end regarding the Technology or all Products or services made or sold following the use of the Technology by DiCOS or anyone else.

5. DiCOS' OBLIGATIONS

5.1 CLAIMS AND RESPONSIBILITIES

It is expressly agreed that the UNIVERSITY and SOVAR will in no way be responsible for damages suffered by anyone following the use of the Technology assigned by this Agreement to DiCOS. DiCOS undertakes to indemnify and protect the UNIVERSITY and SOVAR from all claims or legal proceedings whatsoever brought against the UNIVERSITY and/or SOVAR as well as related judgements concerning all losses, damages, costs and fees (including reasonable fees incurred by the UNIVERSITY and SOVAR for their respective advisers and lawyers) which could be assumed by them and which would be as a result of or would appear following or related to the operating or use of the Technology by DiCOS or anyone whatsoever or concerning Products made or sold following the operating or use of the Technology by DiCOS or by anyone else.

5.2 LIABILITY ASSURANCE

DiCOS undertakes to obtain and maintain, starting from the moment the commercialization of the Products begins, sufficient Product liability assurance to cover its current indemnification commitment. DiCOS will justify its existence with the UNIVERSITY and/or SOVAR at the latter's request. DiCOS undertakes to ensure that the UNIVERSITY and SOVAR are included as additional insured under the terms of such a liability-assurance policy.

Furthermore, DiCOS undertakes to obtain from all Technology licensees or transferees that they submit an indemnification commitment on its behalf according to the same terms as stated in Article 5.1 and maintain to this effect sufficient liability assurance to cover its indemnification commitment.

5.3 CONSIDERATION

i) ~~HIDDEN CONFIDENTIAL INFORMATION~~

ii) ~~HIDDEN CONFIDENTIAL INFORMATION~~

iii) ~~HIDDEN CONFIDENTIAL INFORMATION~~

6. ABANDONMENT

The INVENTORS, by the present, renounce all benefits to which they could be entitled, due to their involvement in the development of the Technology and notably the terms of all UNIVERSITY policy or regulations relating to intellectual property which could confer a benefit as well as any share of capital that DiCOS will make on behalf of SOVAR, and they promise not to demand any financial compensation of any sort from the UNIVERSITY or SOVAR, relating to the arrangement arrived at by virtue of the present between the UNIVERSITY and SOVAR on the one hand and DiCOS on the other hand, or benefits which could arise from it for the UNIVERSITY and for SOVAR.

7. NOTICE

7.1 The transmission of all notices or documents required in the terms of this Agreement is validly carried out by delivery of the said notices or documents to their recipient either by personal delivery or by registered mail, or in the case of a notice, by telex, fax, cable or telegram to the address below:

For the "UNIVERSITY":

UNIVERSITÉ LAVAL
Cité universitaire
Cabinet de la Vice-rectrice à la recherche
Pavillon des Sciences et de l'Éducation
14e étage
Sainte-Foy (Quebec)
G1K 7P4

To the attention of the Vice-Provost of Research

Fax: (418) 656-2599

For "SOVAR":

GESTION SOVAR INC.
2750, rue Einstein, bureau 130
Sainte-Foy (Quebec)
G1P 4R1

To the attention of: the President and Chief Executive
Officer

Fax: (418) 656-1981

For "DiCOS":

DiCOS TECHNOLOGIES INC.
1000, route de l'Église
Bureau 650
Sainte-Foy (Quebec)
G1V 3V9

To the attention of: the President

Fax: (418) 266-9990

- 7.2 All notices given in conformity with Article 7.1 are deemed to have been received at the time of their delivery, when delivered personally, or the third (3rd) working day following their posting, when delivered by mail, or, the working day following their sending by telex, fax or telegram.
- 7.3 It is permissible for each party to modify his address by written notice in conformity with the present terms.

8. PARTICULAR PROVISIONS

- 8.1 The preamble and Annex 1.9 are fully part of this Agreement.
- 8.2 None of the present parties should be considered at fault in carrying out their obligations if the carrying out of the obligations be delayed, held up or prevented by an act of God. An act of God is in all cases independent of the will of the present parties that could not have reasonably been foreseen and against which they could not protect themselves. Acts of God include, but are not restricted to, all contingencies, strikes, partial or complete work stoppages, lock-outs, fires, riots, interventions by civil or military authorities, acceptance of rules or orders from all governmental authorities and acts of war (declared or otherwise).

- 8.3 This Agreement will be subject to and interpreted according to the laws in effect in the province of Quebec.
- 8.4 This Agreement does not constitute, and should not be interpreted as constituting, a partnership, mandate or joint venture between the parties involved.
- 8.5 In the event that one or more of this Agreement's provisions be judged invalid or unable to be executed, the invalidity or impossibility of execution will not effect the other provisions of this Agreement and the provision judged to be invalid or unable to be executed will be deemed not to exist.
- 8.6 The parties agree, for all claims or legal proceedings for whatever motive, in connection with this agreement, to choose the judicial district of Quebec (Quebec) as the appropriate place for the hearing of said claims or legal proceedings, excluding all other judicial districts that could have jurisdiction over such litigation as mandated by law.
- 8.7 This Agreement cannot be modified without the express written consent of the UNIVERSITY, SOVAR and DiCOS. All such modifications can only take effect when they have been noted in a document duly signed by the UNIVERSITY, SOVAR and DiCOS and annexed to this Agreement to become wholly part of it.
- 8.8 All rights, titles and stakes assigned to DiCOS by the UNIVERSITY according to the terms of Paragraph 2.2 cannot be assigned to DiCOS in part or in whole as long as the amounts mentioned in Paragraphs iii) and iv) of Article 5.3 haven't been paid in full to SOVAR or the UNIVERSITY as the case may be, without the prior written consent of the UNIVERSITY and SOVAR.
- 8.9 All parties undertake to do everything and to sign all documents, within reason, in order to ensure that the provisions of this Agreement are carried out in full.

9. EFFECTIVE DATE

The present Agreement, including the cancellation of the Licence Agreement provided for in Article 2.1, as well as the transfer provided for in Article 2.2, will only come into effect on the date when both of the following two (2) conditions are met, to wit:

- a) this Agreement has been signed by all parties and INVENTORS; and
- b) a new agreement has been signed between the shareholders of DiCOS or the agreement between the shareholders currently in effect is modified to the satisfaction of SOVAR and the INVENTORS.

10. INTERVENTION

The INVENTORS declare and acknowledge that:

- a) they are the sole inventors of the Technology;
- b) they have assigned to the UNIVERSITY, so that it now holds, before this Agreement is signed, the rights, titles and stakes relating to the Technology in their entirety, including, and not limited to, the Inventions, the know-how related to them, the Patents and the other intellectual-property rights that might arise from them;
- c) they have familiarized themselves with the terms and conditions of this Agreement; and
- d) they accept the terms and conditions of this Agreement and will act in conformity with them.

IN TESTIMONY WHEREOF, THE PARTIES SIGNED IN QUEBEC CITY, TODAY, APRIL 10, 2002

UNIVERSITÉ LAVAL

By: _____
Louise Filion

SOVAR, LIMITED PARTNERSHIP
By: GESTION SOVAR INC.

By: _____
Pierre Pedneau

DiCOS TECHNOLOGIES INC.

By: _____
Michel Têtu

THE INVENTORS

Michel Têtu

Jean-François Cliche

Christine Latrasse

ANNEX 1.9

Setups are limited to the following equipment, it being understood that they are no longer in use at the COPL and that they have been identified by common agreement with the teaching staff at the Department of electrical and data-processing engineering who are members of the COPL:

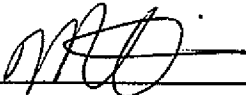
- two frequency standards
- a multi-frequency bench
- a vacuum apparatus

TRANSLATOR'S DECLARATION

I, **Michelle O'Brodovich**, do solemnly declare as follows:

1. My residence is **(#2) 1191 René Lévesque Ouest, Québec (QC) G1S 1V8;**
2. I have been a **freelance translator** since **January, 2005.**
3. I am conversant in the French and English languages;
4. I prepared the English language translation attached hereto which is hereby certified to be, to the best of my knowledge and belief, an accurate translation of the French document "CONVENTION DE CESSION DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE" also attached hereto.

SOLEMNLY declared in Quebec, Quebec, Canada this **September 11, 2006.**



(Name)